

TRAVAUX DE LA FACULTÉ DE DROIT  
DE L'UNIVERSITÉ DE FRIBOURG

*Edités par Peter Gauch*

320

---

ISABELLE CHABLOZ

# Actionnaires dans les sociétés cotées : actions légales et gouvernance

Etude comparée :  
Suisse, Australie, Allemagne

## TABLE DES MATIÈRES

BIBLIOGRAPHIE .....	XXXI
TRAVAUX PREPARATOIRES .....	LXXXIX
TABLE DES ABREVIATIONS .....	XCIII
INTRODUCTION .....	1
<i>CHAPITRE I: FONDEMENTS</i> .....	5
<b>§ 1 Théories économiques et actions légales des actionnaires</b> .....	<b>5</b>
I. Théories relatives à la corporate governance.....	6
A. Notion et objet.....	6
B. Origine.....	8
C. Fondements théoriques.....	9
1. Séparation de la propriété et du contrôle .....	9
2. Théorie de l'agence .....	10
3. Actionnaires et surveillance des dirigeants .....	12
II. Actions légales des actionnaires comme instruments de contrôle.....	12
A. Généralités .....	12
B. Actions légales comme instruments pour réduire les coûts d'agence.....	14
1. Introduction .....	14
2. Actions légales et coûts d'agence.....	14
3. Protection légale et efficacité des marchés.....	17
4. Coûts éventuels liés aux actions légales.....	19
5. Conclusion .....	20
C. Actions légales <i>versus</i> autres mécanismes de contrôle .....	20
1. Introduction .....	20
2. Mécanismes externes.....	20
a. Marché de la prise de contrôle .....	20
b. Marché du travail .....	22
c. Marché des produits .....	23
d. Marché des capitaux.....	24
3. Mécanismes internes.....	24
a. Election des membres du conseil d'administration.....	24
b. Contrôle par le conseil d'administration .....	25
(i) Indépendance des membres du conseil d'administration .....	25
(ii) Séparation des fonctions de CEO et de président du conseil d'administration.....	26
c. Grands actionnaires et actionnaires institutionnels .....	27
(i) En général .....	27

(ii) Investisseurs institutionnels .....	28
(iii) Fonds spéculatifs .....	29
d. Créanciers importants.....	32
4. Mesures incitatives .....	32
a. La rémunération des dirigeants .....	32
b. Détention d'actions par les dirigeants .....	33
D. Conclusions .....	34
III. Actions légales: délimitation, rôle et barrières .....	35
A. Introduction .....	35
B. Délimitation avec le contrôle étatique.....	36
1. Introduction .....	36
2. Théorie économique générale.....	37
3. Choix des sanctions en fonction des intérêts en jeu .....	38
C. Barrières juridiques, économiques et pratiques.....	39
1. Barrières juridiques.....	39
a. Rôle(s) attribué aux actions légales par les différents ordres juridiques .....	39
b. Problème du double dédommagement.....	40
2. Barrières économiques .....	41
a. Problème de l'action collective ( <i>collective action</i> ) et du passager clandestin ( <i>free rider</i> ).....	41
b. Problème du « hold-up » ou des actions chicanières .....	42
3. Barrières pratiques .....	42
IV. Résultats intermédiaires.....	43
<b>§ 2 Rôle des actions légales dans le système suisse de gouvernance.....</b>	<b>44</b>
I. Généralités .....	44
A. Quelques données relatives au marché .....	44
B. Evolution générale du marché.....	46
C. Etat du débat et des révisions législatives en cours.....	50
1. Situation initiale.....	50
2. Début de la discussion .....	53
3. Initiatives des milieux intéressés .....	55
a. Introduction .....	55
b. Directive Corporate Governance (DCG) .....	56
c. Code suisse de bonne pratique (Code suisse).....	59
d. Conséquences possibles sur les actions légales des actionnaires .....	62
4. Mesures législatives.....	62
a. Introduction .....	62
b. Chronologie de la révision en cours.....	64
(i) Projet initial .....	64
(ii) L'initiative contre les rémunérations abusives .....	65
(iii) Préalables au contre-projet indirect du 16 mars 2012.....	66

c.	Contenu général de la révision en cours.....	69
(i)	Introduction .....	69
(ii)	Objectif de renforcement de la corporate governance .....	69
(iii)	Elargissement des droits de l'actionnaire .....	70
(iv)	Organisation du conseil d'administration .....	73
(v)	Représentation des droits de vote .....	74
(vi)	Problème des actions dispo.....	75
5.	Analyse et conclusions .....	77
II.	Fonctionnement des mécanismes de contrôle (autres que les droits d'action)	78
A.	Mesures externes .....	78
1.	Marché de la prise de contrôle.....	78
2.	Marché du travail.....	80
3.	Marché des produits.....	80
4.	Marché des capitaux .....	81
B.	Mesures internes.....	81
1.	Données relatives au conseil d'administration .....	81
a.	Indépendance des membres du conseil d'administration .....	81
b.	Séparation: CEO et président du conseil d'administration .....	82
2.	Structure de l'actionariat en Suisse .....	83
a.	Généralités.....	83
b.	Actionnaires institutionnels.....	85
(i)	Caisses de pensions .....	85
(ii)	Banques .....	87
(iii)	Fonds spéculatifs .....	88
C.	Mesures incitatives .....	89
1.	Rémunération des dirigeants .....	89
2.	Détention d'actions par les dirigeants .....	90
D.	Résultats intermédiaires .....	91
III.	Moyens de surveillance du marché et de sanctions .....	92
A.	Introduction.....	92
B.	Autorités de surveillance .....	94
1.	Surveillance par la FINMA .....	94
a.	En général.....	94
b.	En lien avec la publicité des participations .....	95
c.	En lien avec les abus de marché .....	95
d.	En lien avec le droit des OPA .....	96
e.	Analyse.....	96
2.	Surveillance par la bourse.....	96
a.	Introduction .....	96
b.	Instance(s) compétente(s).....	97
c.	Obligation d'annonce à l'égard de la FINMA.....	98
d.	Régime de sanctions.....	98
(i)	En général .....	98

(ii) Nature du règlement de cotation et des sanctions.....	100
3. Compétences de la Commission des OPA .....	103
C. Autorités de poursuite et de jugement.....	104
D. Projet de révision de la LBVM .....	104
1. Introduction .....	104
2. Modification des règles de procédure.....	106
E. Analyse.....	107
<b>Résultats du premier chapitre .....</b>	<b>108</b>
<i>CHAPITRE 2: ACTIONS LEGALES DES ACTIONNAIRES A L'ETRANGER.....</i>	<i>109</i>
<b>Introduction .....</b>	<b>109</b>
<b>§ 3 Droit australien .....</b>	<b>112</b>
I. Généralités .....	112
A. Système légal .....	112
B. Marché australien .....	114
1. Marchés financiers.....	114
2. Corporate governance.....	115
a. Evolution du débat.....	115
b. Système de gouvernance des sociétés.....	117
c. Conclusions .....	120
II. Obligations des dirigeants.....	120
A. Introduction.....	120
B. Obligations de soin et de diligence .....	123
1. Développement de l'obligation .....	124
2. La <i>business judgment rule</i> .....	125
a. Origine de la règle .....	125
b. Aperçu de la règle .....	127
(i) Les critères en général .....	127
(ii) Premier critère: bonne foi et but légitime.....	129
(iii) Deuxième critère: absence d'intérêt matériel personnel .....	129
(iv) Troisième critère: raisonnablement informé.....	130
(v) Quatrième critère: décision rationnellement dans le meilleur intérêt de la société .....	130
c. Le fardeau de la preuve .....	131
C. Obligation de bonne foi.....	132
1. Introduction .....	132
2. Bonne foi .....	132
3. But légitime ( <i>proper purpose</i> ).....	133
D. Conflits d'intérêts.....	134
E. Obligations liées au bon fonctionnement du marché.....	135

III. Mise en œuvre par les actionnaires.....	135
A. En général .....	135
B. Action oblique.....	136
1. But de l'action .....	136
2. Développement de l'action.....	137
3. Autorisation de procéder .....	139
4. Compétences du tribunal .....	140
5. Autorisation d'abandonner la procédure, de transiger ou d'acquiescer .....	141
6. Coûts.....	141
7. Importance pratique.....	143
C. Action individuelle directe .....	144
D. Action anti-oppression .....	147
1. Développement.....	147
2. Comportement oppressant ou injuste .....	148
3. Qualité pour agir.....	150
4. Mesures pouvant être ordonnées .....	150
5. Liens avec l'action oblique.....	151
6. Importance pratique.....	152
E. Action de groupe ( <i>class action</i> ).....	152
1. Introduction .....	152
2. Actions de groupe des actionnaires .....	153
3. Conditions pour introduire une action de groupe.....	156
4. Mécanisme destiné à éviter les actions chicanières.....	158
5. Définition du groupe.....	159
6. Financement.....	159
7. Actions individuelles .....	162
8. Transaction, jugement et coûts .....	164
a. Transaction.....	164
b. Jugement .....	164
c. Coûts.....	165
9. Importance pratique.....	165
IV. Résultats intermédiaires .....	168
<b>§ 4 Droit allemand .....</b>	<b>171</b>
I. Généralités .....	171
A. Système légal .....	171
B. Marché allemand.....	172
1. Marchés financiers.....	172
2. Corporate governance.....	173
a. Evolution du débat.....	173
b. Système de gouvernance des sociétés.....	178
c. Conclusions .....	180
II. Obligations des dirigeants.....	181

A.	Introduction.....	181
B.	Obligations principales à l'égard de la société.....	182
1.	Clause générale de soin.....	182
a.	Obligation générale de soin.....	182
b.	Business judgment rule.....	183
(i)	Introduction.....	183
(ii)	Conditions d'application.....	183
(iii)	Fardeau de la preuve.....	186
2.	Obligations spéciales liées à la gestion.....	187
a.	Obligation de fidélité.....	187
b.	Obligation de confidentialité.....	187
c.	Obligation de contrôler les risques.....	188
d.	Obligation de rendre compte au conseil de surveillance.....	189
e.	Autres obligations.....	189
C.	Obligations et interdictions liées au bon fonctionnement du marché.....	189
1.	Déclaration concernant le respect du code de corporate governance.....	189
2.	Publicité événementielle.....	190
3.	Interdiction des délits d'initiés.....	190
4.	Interdiction de manipuler le marché.....	191
D.	Conclusions.....	191
III.	Mise en œuvre par les actionnaires.....	192
A.	Introduction.....	192
B.	Action sociale (oblique).....	194
1.	Développement.....	194
2.	Autorisation de procéder des actionnaires.....	195
a.	En général.....	195
b.	Conditions.....	195
c.	Procédure.....	196
d.	Coûts de la procédure d'autorisation.....	197
3.	Prétentions que les actionnaires peuvent faire valoir au nom de la société.....	197
a.	En général.....	197
b.	Action du § 93 II AktG.....	198
(i)	Membre du directoire.....	198
(ii)	Violation d'une obligation à l'égard de la société.....	198
(iii)	Existence d'une faute.....	199
(iv)	Existence d'un dommage.....	199
(v)	Fardeau de la preuve.....	200
(vi)	Limitation du droit de la société de disposer de ses prétentions.....	200
4.	Obtention d'informations.....	201
a.	En général.....	201
b.	Le contrôle spécial.....	201
5.	Fin de la procédure.....	202

6.	Assurance D&O.....	203
7.	Coûts.....	203
8.	Analyse.....	204
C.	Actions individuelles directes.....	204
1.	En général.....	204
2.	Responsabilité délictuelle.....	205
a.	§ 823 I BGB.....	205
b.	§ 823 II BGB.....	205
c.	§ 826 II BGB.....	207
3.	Action spéciale découlant du § 117 AktG.....	208
4.	Actions liées explicitement au bon fonctionnement du marché.....	208
a.	Action des § 44 ss BörsG (marché primaire).....	208
(i)	Version actuelle.....	208
(ii)	Projet KapInHaG.....	209
b.	Action des § 37b, c WpHG (marché secondaire).....	210
(i)	Version actuelle.....	210
(ii)	Projet KapInHaG.....	210
5.	Analyse.....	212
D.	Action en dissolution.....	213
E.	Action modèle (« <i>Musterklage</i> »).....	214
1.	Développement.....	214
2.	Champ d'application.....	215
a.	En général.....	215
b.	Informations sur le marché.....	215
c.	Exécution d'un contrat résultant d'une OPA.....	216
3.	For exclusif.....	217
4.	Procédure.....	217
a.	En général.....	217
b.	Procédure de production (« <i>Vorlageverfahren</i> »).....	217
c.	Décision de transmission (« <i>Vorlagebeschluss</i> »).....	218
d.	Déroulement de la procédure modèle.....	219
(i)	Choix du demandeur principal et effets.....	219
(ii)	Particularités de la procédure.....	220
(iii)	Décision modèle et possibilité de transiger.....	221
(iv)	Procédure de recours.....	221
e.	Jugements individuels et coûts.....	222
(i)	Effets de la décision modèle.....	222
(ii)	Coûts de la procédure modèle.....	222
(iii)	Coûts de la procédure de recours.....	223
5.	Premières expériences et analyse.....	224
IV.	Résultats intermédiaires.....	225

CHAPITRE 3: ACTIONS LEGALES DES ACTIONNAIRES EN SUISSE ..... 229

**§ 5 Obligations des dirigeants et corporate governance ..... 229**

- I. Introduction..... 229
- II. Tâches du conseil d'administration en général ..... 230
- III. Le devoir de diligence (717 I CO) ..... 233
  - A. En général ..... 233
  - B. Business judgment rule?..... 235
    - 1. Etat du débat ..... 235
    - 2. Analyse ..... 237
      - a. En lien avec la pratique du Tribunal fédéral ..... 237
      - b. En lien avec le système suisse de la responsabilité ..... 239
  - C. En cas de délégation ..... 240
    - 1. Obligation de diligence..... 240
    - 2. Délégation valable ..... 240
  - D. Selon la révision en cours ..... 241
    - 1. Introduction ..... 241
    - 2. Nouvelles tâches intransmissibles et inaliénables ..... 242
    - 3. Devoir de diligence en lien avec les rémunérations ..... 243
- IV. Le devoir de fidélité ..... 243
  - A. Introduction ..... 243
  - B. La gestion des conflits d'intérêts ..... 244
    - 1. Généralités ..... 244
    - 2. Contrat avec soi-même et double représentation ..... 245
      - a. En général ..... 245
      - b. Exigence de fond ..... 246
      - c. Exigence de forme ..... 247
    - 3. Rémunération des dirigeants ..... 249
      - a. Généralités ..... 249
      - b. Dealing at arm's length ..... 251
      - c. Amélioration de la transparence ..... 251
      - d. Institution d'un comité de rémunération ..... 252
      - e. Rôle des actionnaires ..... 253
        - (i) Cadre légal actuel ..... 253
        - (ii) Selon la révision en cours ..... 256
        - (iii) Prise de position ..... 258
  - C. L'obligation de non-concurrence ..... 260
  - D. Le devoir de discrétion ..... 261
- V. Le devoir de respecter l'égalité de traitement ..... 262
  - A. En général ..... 262
  - B. Le principe de l'égalité relative ..... 262
  - C. Le principe de l'égalité absolue ..... 263
  - D. Le principe de l'exercice ménager des droits ..... 263
- VI. Obligations et interdictions liées au bon fonctionnement du marché ..... 264

A.	Introduction .....	264
B.	Obligations liées aux prospectus .....	265
1.	Les différents prospectus .....	265
a.	Prospectus d'émission .....	265
b.	Prospectus de cotation .....	266
c.	Prospectus d'offre publique d'achat .....	267
2.	Rôle du conseil d'administration .....	268
C.	Autres obligations et interdictions .....	268
1.	Interdiction des délits d'initiés .....	268
a.	Développement .....	268
b.	Interdiction selon le droit en vigueur .....	269
c.	Interdiction selon le projet de révision .....	270
2.	Interdiction de manipuler le marché .....	271
a.	Selon le droit actuel .....	271
b.	Selon le projet de révision .....	272
3.	Interdiction de prendre des mesures de défense .....	272
4.	Publicité événementielle .....	273
a.	Généralités .....	273
b.	Compétence du conseil d'administration .....	274
5.	Publicité des transactions du management .....	274
a.	Généralités .....	274
b.	Compétence du conseil d'administration .....	275
<b>§ 6 Mise en oeuvre par les actionnaires .....</b>		<b>276</b>
I.	Aperçu des actions en responsabilité pour la gestion .....	276
A.	Généralités .....	276
1.	La qualité pour agir des actionnaires .....	276
a.	Les principes généraux .....	276
b.	Développement de la jurisprudence du Tribunal fédéral .....	277
c.	Jurisprudence actuelle du Tribunal fédéral .....	279
d.	Appréciation .....	280
B.	Actions en responsabilité hors faillite .....	281
1.	Action individuelle .....	281
a.	En général .....	281
b.	Nature et fondement de l'action individuelle .....	281
(i)	Action délictuelle (ex lege) .....	281
(ii)	Action fondée sur les art. 754 ss CO .....	282
c.	Destinataires des obligations des administrateurs .....	285
(i)	Introduction .....	285
(ii)	Etat du débat .....	286
(iii)	Devoir de diligence de l'art. 717 CO .....	288
(iv)	Devoir de fidélité de l'art. 717 CO .....	289
(v)	Egalité de traitement .....	290
(vi)	Appréciation .....	290

2.	Actions en responsabilité pour la confiance.....	291
a.	L'origine du concept: la <i>culpa in contrahendo</i> .....	291
b.	Les conditions d'application.....	292
c.	Délimitation avec le devoir de diligence de l'art. 717 CO.....	293
3.	Action sociale (oblique).....	295
C.	Actions en responsabilité en cas de faillite.....	296
1.	Action individuelle des actionnaires.....	296
a.	Cas où seul l'actionnaire subit un dommage direct.....	296
b.	Cas où l'actionnaire et la société subissent un dommage direct.....	297
2.	Action sociale oblique.....	298
3.	Analyse.....	300
II.	Action sociale oblique (hors faillite).....	300
A.	Qualité pour agir et pour défendre.....	300
1.	Qualité pour agir des actionnaires.....	300
a.	En général.....	300
b.	Nature de l'action sociale oblique.....	301
c.	Pluralité de demandeurs.....	303
2.	Qualité pour défendre.....	304
a.	Introduction.....	304
b.	Les organes désignés.....	304
(i)	L'organe formel.....	304
(ii)	L'organe matériel.....	305
c.	L'organe de fait.....	305
d.	L'organe apparent.....	306
e.	Pluralité de défendeurs.....	307
f.	Conclusions.....	307
B.	Conditions de la responsabilité.....	308
1.	Les conditions matérielles.....	308
a.	Généralités.....	308
b.	La violation d'un devoir et la faute.....	308
(i)	Délimitation.....	308
(ii)	Violation d'un devoir.....	309
(iii)	Faute.....	310
c.	Un dommage.....	311
d.	Lien de causalité.....	313
e.	Fixation des dommages-intérêts.....	314
2.	Régime des exceptions.....	315
a.	Prescription.....	315
b.	Compensation.....	316
c.	Décharge.....	317
d.	Consentement de la société.....	318
(i)	En général.....	318
(ii)	En lien avec l'approbation des indemnités par l'assemblée générale.....	320
3.	Fardeau de la preuve et de l'allégation.....	321

a.	En général.....	321
b.	Action dirigée contre plusieurs défendeurs.....	322
4.	Obtention des informations .....	324
a.	Introduction .....	324
b.	Droit à l'information (art. 697 CO).....	324
(i)	En général .....	324
(ii)	Selon la révision en cours.....	326
c.	Droit au contrôle spécial.....	327
(i)	But et déroulement du contrôle spécial .....	327
(ii)	Procédure .....	328
(iii)	Responsabilité de l'expert .....	329
(iv)	Frais .....	329
(v)	Rôle en pratique et révision en cours.....	330
C.	Questions de procédure .....	332
1.	Compétences.....	332
a.	Compétence territoriale .....	332
(i)	En matière interne.....	332
(ii)	En matière internationale.....	332
(iii)	Clause statutaire de prorogation de for.....	333
b.	Compétence matérielle.....	335
(i)	En général .....	335
(ii)	Compétence d'un tribunal arbitral .....	337
2.	Délais .....	338
3.	Déroulement de la procédure.....	339
a.	En général.....	339
b.	Particularités en lien avec les mesures provisionnelles.....	340
4.	Solidarité différenciée.....	340
a.	Selon le droit actuel.....	340
(i)	En général .....	340
(ii)	Développement de la règle .....	341
(iii)	Rapports externes (solidarité différenciée).....	342
(iv)	Rapports internes .....	343
b.	Selon le projet de révision.....	344
5.	Fin de la procédure .....	346
a.	Par décision .....	346
(i)	En général .....	346
(ii)	Autorité de la chose jugée .....	346
b.	Par transaction.....	348
(i)	En général.....	348
(ii)	Effets pour le(s) demandeur(s) (actuels et potentiels).....	349
(iii)	Effets pour le(s) défendeur(s).....	350
(iv)	<i>Excursus</i> : La transaction extrajudiciaire.....	351
c.	Analyse.....	351
6.	Sort des frais et dépens .....	352

a.	Selon l'ancien droit (art. 756 II aCO).....	352
(i)	En général.....	352
(ii)	Conditions d'application.....	353
(iii)	Application limitée à la première instance?.....	354
b.	Selon la révision en cours.....	355
c.	En cas de pluralité de défendeurs.....	356
(i)	Position initiale du Tribunal fédéral.....	356
(ii)	Développements jurisprudentiels.....	357
(iii)	Analyse et bien-fondé de la règle.....	357
D.	Evolution en lien avec la fixation des indemnités des dirigeants.....	359
E.	Importance pratique, analyse et propositions de réforme.....	360
1.	Importance pratique.....	360
a.	En général.....	360
b.	Illustration sur la base du cas UBS.....	362
2.	Nouvelle conception de l'action sociale oblique.....	366
3.	Solutions envisageables.....	366
a.	Coûts calculés en proportion de la participation.....	366
b.	Droit propre d'agir lié à une procédure d'action de groupe.....	367
c.	Introduction d'un système de sanctions administratives.....	368
d.	Nomination d'un représentant.....	368
(i)	Introduction.....	368
(ii)	Action de la communauté des créanciers (art. 1157 ss CO).....	368
(iii)	Représentant et placements collectifs de capitaux (art. 85 s. LPCC).....	369
(iv)	Révision en cours.....	370
(v)	Analyse.....	370
e.	Privilège sur le montant récupéré.....	371
f.	Adoption d'une procédure d'autorisation de procéder.....	371
4.	Solution retenue.....	374
a.	Introduction.....	374
b.	Conditions d'octroi de l'autorisation de procéder.....	375
(i)	Propositions suisses en comparaison internationale.....	375
(ii)	Qualité pour agir.....	376
(iii)	Conditions à remplir.....	378
(iv)	Procédure.....	379
c.	Fardeau de la preuve et <i>business judgment rule</i> .....	381
d.	Accès aux informations internes.....	381
e.	Financement de l'action sociale oblique par la société.....	383
f.	Possibilité pour les requérants de se désister, de transiger ou d'acquiescer.....	383
g.	Lien avec l'art. 759 CO.....	385
(i)	Avec la règle de l'art. 759 II CO.....	385
(ii)	Avec les questions de solidarité.....	385
h.	Proposition concrète.....	387

Modifications du CO .....	387
III. Responsabilité pour les obligations et interdictions liées au bon fonctionnement du marché .....	388
A. Introduction .....	388
B. Généralités .....	389
1. Problème du dommage et de son calcul .....	389
a. Dommage subi par les investisseurs .....	389
b. Calcul du dommage .....	390
2. Qualité pour agir en général .....	392
3. Destinataires des obligations et interdictions liées au bon fonctionnement du marché .....	392
C. Responsabilité pour le prospectus d'émission (art. 752 CO) .....	395
1. Introduction .....	395
2. Champ d'application .....	395
a. Prospectus d'émission .....	395
b. Application analogique aux documents destinés au marché secondaire .....	396
c. Problème de la causalité .....	397
3. Analyse et proposition de réforme .....	398
D. Responsabilité pour les informations fournies au marché .....	399
1. Introduction .....	399
2. Responsabilité de l'émetteur .....	400
a. Responsabilité délictuelle .....	400
b. Comportement contraire aux bonnes mœurs .....	401
c. Responsabilité pour la confiance .....	402
3. Responsabilité des administrateurs pour le dommage causé aux investisseurs .....	402
a. Responsabilité délictuelle .....	402
(i) En général .....	402
(ii) Responsabilité fondée sur l'art. 53 RC .....	403
(iii) Responsabilité fondée sur l'art. 152 CP .....	403
b. Responsabilité pour la confiance .....	405
4. Responsabilité des administrateurs pour le dommage causé à la société .....	406
5. Analyse et propositions de réforme .....	406
E. Responsabilité en lien avec le droit des OPA .....	408
1. En général .....	408
2. La responsabilité pour le prospectus d'offre .....	408
a. Responsabilité de l'offrant et des personnes agissant de concert .....	408
b. Responsabilité des auxiliaires de l'offrant .....	409
c. La responsabilité des administrateurs de l'offrant .....	410
d. La responsabilité de l'organe de contrôle et de la commission des OPA .....	410

3.	La responsabilité du conseil d'administration de la société cible .....	411
a.	Pour le rapport concernant l'offre .....	411
(i)	Responsabilité des administrateurs.....	411
(ii)	Responsabilité du tiers mandaté pour rédiger un rapport d'équité (fairness opinion).....	413
b.	En lien avec les mesures de défense .....	414
(i)	Prétentions des actionnaires.....	414
(ii)	Prétentions de la société cible.....	414
c.	Analyse et propositions de réforme.....	415
F.	Adoption d'une procédure pour les litiges de masse .....	415
1.	Droit en vigueur.....	415
a.	Introduction .....	415
b.	La consorité simple .....	416
c.	Le droit d'action des associations .....	417
d.	Action de l'art. 105 LFus .....	417
e.	Action de la communauté des créanciers en cas de faillite.....	418
f.	Analyse .....	418
2.	Propositions de la doctrine suisse.....	419
a.	Proposition ROMY .....	419
(i)	Présentation .....	419
(ii)	Analyse .....	420
b.	Proposition WATTER .....	421
(i)	Présentation .....	421
(ii)	Analyse .....	421
c.	Proposition STARK/KNECHT.....	422
(i)	Présentation .....	422
(ii)	Analyse .....	424
3.	Droit boursier et action collective .....	425
a.	Introduction .....	425
b.	But d'économie de procédure .....	425
c.	Instrument incitatif.....	427
4.	Solution retenue: action de groupe adaptée au droit suisse.....	427
IV.	Autres actions à disposition des actionnaires .....	428
A.	Action en restitution de prestations (art. 678 CO).....	428
1.	Selon le droit en vigueur.....	428
a.	Généralités.....	428
b.	Légitimation active et passive.....	429
c.	Prestations à restituer selon 678 I CO .....	430
(i)	En général .....	430
(ii)	Les formes de prestations .....	430
(iii)	Le versement indu .....	431
(iv)	La mauvaise foi .....	431
d.	Prestations à restituer selon l'art. 678 II CO.....	431
(i)	En général .....	431

(ii)	La disproportion évidente avec la contre-prestation.....	432
(iii)	La disproportion évidente avec la situation économique de la société .....	433
(iv)	La mauvaise foi?.....	433
e.	Aspects procéduraux .....	434
(i)	L'exigibilité de la créance et la prescription.....	434
(ii)	Le for .....	434
(iii)	Les coûts .....	434
f.	Liens avec l'action en responsabilité (art. 754 CO).....	435
g.	Lien avec une action en nullité ou en annulation .....	436
2.	Selon la révision en cours .....	437
a.	Projet de révision du 21 décembre 2007 .....	437
b.	Contre-projet indirect à l'initiative contre les rémunérations abusives.....	438
3.	Analyse .....	439
4.	Propositions .....	440
a.	Améliorations possibles du système.....	440
b.	Liens avec l'action sociale oblique avec autorisation de procéder .....	442
c.	Modifications législatives proposées.....	442
B.	Action en dissolution de la société .....	443
1.	Généralités .....	443
2.	Qualité pour agir et pour défendre.....	444
a.	Qualité pour agir.....	444
(i)	Selon le droit en vigueur.....	444
(ii)	Selon le projet de révision du Conseil fédéral.....	445
b.	Qualité pour défendre.....	445
3.	Justes motifs de dissolution .....	445
(i)	En général .....	445
(ii)	Justes motifs matériels de dissolution .....	446
(iii)	Subsidiarité et proportionnalité .....	447
4.	Mesures que le juge peut ordonner .....	448
a.	En général.....	448
b.	Les critères .....	449
(i)	Solution adaptée aux circonstances .....	449
(ii)	Solution acceptable pour les intéressés .....	449
(iii)	Respect du droit de la société anonyme.....	450
c.	Les mesures envisageables.....	450
5.	Analyse .....	451

C. Nouvel instrument: Obligation de présenter une offre en cas de décoration des titres .....	454
a. Conception.....	454
b. Proposition concrète.....	455
<b>Résultats finaux.....</b>	<b>459</b>
I. Buts des actions légales des actionnaires.....	459
II. Instruments de contrôle des dirigeants (et de leurs rémunérations).....	459
A. But.....	459
B. Problèmes .....	460
1. Action sociale oblique .....	460
2. Action en restitution des prestations.....	460
C. Solutions.....	460
1. Introduction .....	460
2. Autorisation de procéder .....	461
a. Qualité pour agir.....	461
b. Conditions pour l'octroi de l'autorisation de procéder .....	461
c. Accès aux informations internes de la société.....	461
3. Droit préférentiel des demandeurs sur une partie du montant récupéré.....	461
4. Modification des conditions matérielles des actions .....	462
III. Instrument contribuant à garantir un bon fonctionnement du marché.....	462
A. But.....	462
B. Problèmes .....	463
C. Solutions.....	463
1. Introduction .....	463
2. Modifications du droit matériel .....	464
a. En général.....	464
b. Introduction d'une norme de responsabilité spéciale pour les informations fournies au marché.....	464
c. Responsabilité pour les prospectus.....	465
3. Introduction d'une procédure d'action collective.....	465
IV. Instrument destiné à la protection des minoritaires .....	466
A. But.....	466
B. Problème.....	466
C. Solution .....	467
<b>Annexe: propositions législatives .....</b>	<b>469</b>
<b>Index alphabétique .....</b>	<b>475</b>